

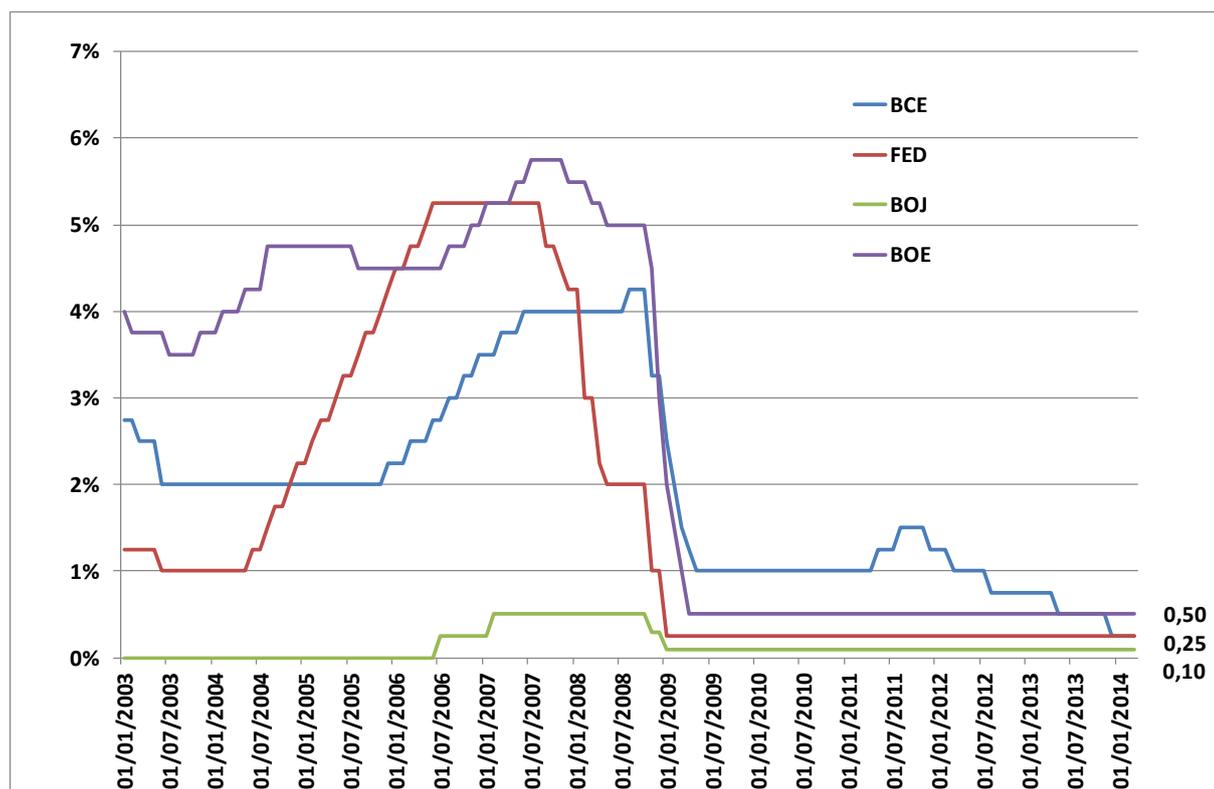
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 mars 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les dernières projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, couvrant la période allant jusqu'à fin 2016, confortent les anticipations précédentes d'une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH¹ vers des niveaux plus proches de 2 %. Conformément à ce scénario, les évolutions de la monnaie et du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. S'agissant des perspectives de prix et de croissance à moyen terme, les informations et les analyses actuellement disponibles confirment pleinement notre décision de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. (...) Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie, du niveau élevé des capacités inutilisées et de l'atonie de la création de monnaie et de crédit. »

Taux directeur des principales banques centrales



¹ IPCH : indice des prix à la consommation harmonisé

Chômage

Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 316 200 fin janvier 2014. Ce nombre est en hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2013, soit +8 900 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 4,4 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE18

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE18). Il s'est établi à 12,0 % en janvier 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait également à 12,0 % en janvier 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,8 % en janvier 2014, stable également par rapport à octobre 2013. Il se situait à 11,0 % en janvier 2013. En janvier 2014, Eurostat estime que 26,231 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,175 millions dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 tant dans l'UE28 que dans la ZE18. Par rapport à janvier 2013, le chômage a baissé de 449 000 personnes dans l'UE 28 et de 67 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,0 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (28,0 % en novembre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Inflation

Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,8 % en février 2014, stable par rapport au mois de janvier. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,5 % contre 1,7 % en janvier), suivis des services (1,3 % contre 1,2 % en janvier), des biens industriels hors énergie (0,6 %, contre 0,2 % en janvier) et de l'énergie (-2,2 % contre -1,2 % en janvier).

Baisse des prix à la consommation en janvier en France

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse en janvier 2014 de 0,6 % après une hausse de 0,3 % en décembre 2013. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC est stable en janvier 2014, et sur un an, il augmente de 0,7 %. Hors tabac, l'IPC recule de 0,6 % en janvier 2014 et est en hausse de 0,5 % sur un an.

États-Unis

FED : Réduction des achats d'actifs et ajustement possible de la « Forward Guidance »

La Banque de réserve fédérale continuera de réduire ses rachats d'actifs au rythme de 10 milliards de dollars par mois, et va préciser les modalités de l'ajustement de sa politique dite « de communication avancée sur les taux d'intérêt » (Forward Guidance), a déclaré le président de la FED de Chicago Charles Evans. « Les taux resteront très bas jusqu'à ce que nous constatons des améliorations sur le marché de l'emploi et une hausse de l'inflation », a-t-il ajouté.

Asie

Chine : Baisse des exportations et crainte de dévaluation

Les exportations chinoises ont baissé de 18,1 % en février par rapport à 2013. Les importations, quant à elles, ont progressé de 10,1 % et le déficit commercial s'est établi à 23 milliards de dollars (16,57 milliards d'euros), contre un excédent de 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) en janvier. Pour certains observateurs la baisse des exportations fait craindre une dépréciation du yuan pour relancer les exportations. La devise est descendue à 6,1402 pour 1 dollar, son niveau le plus bas depuis un an et demi.

Le Japon maintient sa politique monétaire

La Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nipponne qui montre pourtant des signes de faiblesse. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.

2 – Actualité régionale

Mission du FMI au Vanuatu

Du 23 février au 4 mars, une délégation d'experts du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue au Vanuatu afin de dresser un état de la situation économique du pays. L'objectif principal de cette mission était de déterminer les politiques et réformes économiques les plus à même d'assurer au pays une croissance endogène et durable. La réflexion a été menée en collaboration avec les autorités locales, les représentants du secteur privé et les principaux partenaires du pays pour son développement. Le bilan dressé par le FMI sur la situation économique du Vanuatu est positif. En 2013, le produit intérieur brut du pays a augmenté d'environ 3 %. Le FMI anticipe une nouvelle accélération du taux de croissance, du fait du lancement récent d'importants chantiers d'infrastructures, financés par plusieurs fonds internationaux d'aide au développement. L'inflation, qui devrait subir quelques tensions du fait de la probable augmentation de la demande, devrait néanmoins demeurer comprise entre 0 et 4 %, soit dans la zone de confort fixée par la Banque de Réserve du Vanuatu (RBV). L'État est faiblement endetté et les réserves internationales sont jugées d'un bon niveau, permettant au pays de bénéficier de la confiance des investisseurs. Le FMI préconise la poursuite d'une politique prioritairement axée sur le maintien de la confiance, s'accordant à considérer que l'investissement dans les infrastructures est déterminante pour la croissance du pays.

Adaptation au changement climatique et réduction de la dépendance aux énergies non renouvelables

Lors d'une réunion de programmation du XI^e Fonds européen de développement, qui s'est tenue fin février à Suva dans les locaux du secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FIP), ce dernier a signé avec l'Union européenne une convention de financement pour un programme intitulé « Adaptation au changement climatique et à l'énergie renouvelable ». L'accord est destiné à aider 15 pays du Pacifique à faire face à deux défis environnementaux communs, à savoir l'adaptation au changement climatique et la réduction de leur dépendance aux énergies fossiles. La contribution de l'UE s'élève à 4,2 milliards de F CFP sur une enveloppe globale de 4,4 milliards de F CFP. Les pays bénéficiaires de cette aide seront les îles Cook, Fidji, Kiribati, la Micronésie, Nauru, Niue, Palau, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les îles Marshall, Samoa, Salomon, Timor-Leste, les îles Tonga, Tuvalu et le Vanuatu. Ce programme doit financer une expertise technique qui devrait permettre à terme la mise en place de systèmes énergétiques efficaces et à bas coût et l'amélioration des capacités d'adaptation des communautés du Pacifique aux changements climatiques.

Épidémie de dengue dans la région Pacifique Sud

L'épidémie de dengue de sérotype 3 continue de progresser dans le Pacifique Sud. Début mars, le ministère de la Santé fidjien annonçait plus de 4 000 cas confirmés sur l'archipel, ainsi que sept victimes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) anticipe encore une augmentation du nombre de cas dans les semaines à venir, l'épidémie se propageant vers d'autres territoires, telles que les îles Kiribati, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, les îles Samoa mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les îles Fidji de nouveau victimes des intempéries

Après avoir été fortement touchés par la dépression tropicale Ian en janvier dernier, les îles Fidji ont de nouveau fait face à de fortes perturbations météorologiques fin février, subissant deux dépressions tropicales simultanément. Des dommages importants ont été causés aux ponts et chaussées, aux réseaux électriques et téléphoniques, à certaines cultures commerciales (principalement les plantations de canne à sucre) et aux habitations. D'après les autorités fidjiennes, le coût des dégâts engendrés par les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'archipel, et en particulier sur l'île principale de Viti Levu, pourrait dépasser les trois millions de dollars fidjiens (soit environ 137 millions de F CFP). Une des dépressions à l'origine de ces perturbations s'est par la suite transformée en un cyclone baptisé Kofi, qui a poursuivi sa trajectoire en direction des îles Tonga sans toutefois y causer de dégâts significatifs.

3 – Brèves locales

Nouvelle aide financière de l'État suite aux dégâts causés par le cyclone Evan

Du 24 au 27 février, la Direction des finances publiques des îles de Wallis-et-Futuna a distribué une nouvelle aide de plus de 120 millions de francs CFP aux sinistrés du cyclone Evan de décembre 2012. Plus de la moitié de cette seconde aide de l'État a profité aux particuliers (62 millions de francs CFP). Les entreprises et les exploitations agricoles ont bénéficié respectivement d'enveloppes de 6 et 23 millions de francs CFP. Le Territoire a reçu 29 millions de francs CFP, pour la remise en état du réseau électrique. Une part importante de cette aide a été versée sous forme numéraire.

Aircalin réduit le nombre de rotation Nouméa - Wallis - Nouméa

Le 21 février dernier, la direction d'Aircalin a annoncé avoir décidé de réduire son offre de vols en période de basse saison. Entre le 14 mai et le 1^{er} octobre 2014, neuf rotations, toutes programmées le mercredi, ont ainsi été supprimées du programme saisonnier. Le communiqué précise que la compagnie aérienne assurera l'ensemble des vols en période de vacances scolaires. Cette décision a soulevé le mécontentement de l'association des usagers d'Aircalin qui demande le maintien du nombre de rotations de la desserte aérienne avec la Nouvelle-Calédonie. La ligne directe vers la Corée du Sud, ouverte en 2008, s'est arrêtée lundi 3 mars. Par ailleurs, la compagnie aérienne relancera, à partir de juin 2014, une liaison entre Nouméa et Melbourne, à raison de deux vols par semaine, sa 3^e destination vers l'Australie.

L'airbus utilisé par Aircalin devrait prochainement être révisé, la compagnie Air New Zealand assurera alors les liaisons habituelles pendant l'opération.

Mouvement social des sapeurs pompiers de Wallis

Les sapeurs pompiers de Wallis ont initié au mois de février un mouvement de grève pour une meilleure reconnaissance de leur formation et de leurs compétences professionnelles. Après trois jours de grève, le Préfet Administrateur supérieur du Territoire, Michel AUBOUIN, a donné un accord de principe sur la prise en compte des compétences et formations des pompiers pour leur progression professionnelle. Dans l'attente de la rédaction d'un nouveau cadre d'emploi qui reconnaîtra automatiquement la valeur de chaque agent, des commissions d'avancement et paritaires sont prévues pour mi-mars.

Les sapeurs pompiers comptent 18 professionnels et 4 personnes en contrat de développement. En 2013, ils ont réalisé 546 interventions de diverses natures (aide aux personnes malades à domicile, apport d'eau aux familles, évacuation sanitaire, retour des personnes décédées sur l'archipel) malgré le faible niveau d'équipement d'intervention à leur disposition. Ils utilisent deux camions d'une capacité de 4 000 litres chacun (un en milieu rural et un en milieu urbain) ainsi que deux ambulances et un bateau. Les pompiers assurent une veille permanente et épaulent la gendarmerie. À Futuna, le camion n'est plus opérationnel et ne peut pas être réparé, en raison de son obsolescence avancée. Dans l'attente de son remplacement, les 13 pompiers de l'île sœur utilisent un véhicule utilitaire réaménagé.

Des effectifs scolaires en baisse à Wallis-et-Futuna

Parallèlement à la diminution de la population sur l'archipel, la rentrée scolaire enregistre une baisse générale du nombre d'étudiants. L'enseignement primaire, dont l'ensemble des établissements est désormais équipé d'Internet, affiche un repli de ses effectifs de l'ordre de 60 à 80 élèves. En 2014, le 1^{er} et 2nd degré comptent 3 502 élèves contre 3 688 en 2013. L'offre de formations pour la rentrée 2013-2014 a évolué :

- suppression au lycée agricole du Certificat d'aptitude professionnel agricole (CAPA) ;
- création d'un Baccalauréat professionnel « Service à la personne et aux territoires » (SAPAT).

À Futuna, la classe de seconde générale, créée en 2013 pour permettre aux élèves de rester une année supplémentaire dans leur famille, a été maintenue et compte cette année 31 lycéens.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires pour le 4^e trimestre 2013. Ces notes sont téléchargeables sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne118_tendances_tendances_conjoncturelles_4t2013_wallis.pdf

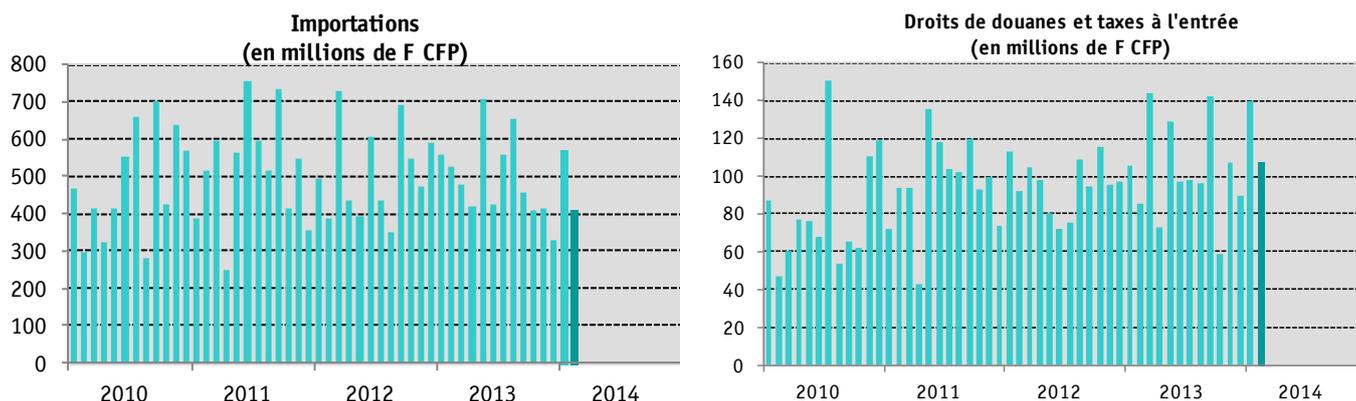
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_bancaires_et_monetaires_4t2013_wallis.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 13		116,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF	févr-14		89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés	sept-13		2 158	-	5,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-14	408	-28,4%	-22,1%
	cumulées	févr-14	978	-	-9,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-14	107	-23,7%	24,7%
	cumulés	févr-14	247	-	29,3%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-14	97	-	60,2%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-13	1 667	9,6%	18,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-13	3 075	10,3%	0,4%
	cumulé	déc-13	33 048	-	12,1%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-13	1 369	17,0%	2,2%
	cumulé	déc-13	13 083	-	-7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-14	2	-50,0%	-60,0%
	cumulées	févr-14	6	-	-33,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-14	15	0,0%	-28,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFFPP. Aviation civile

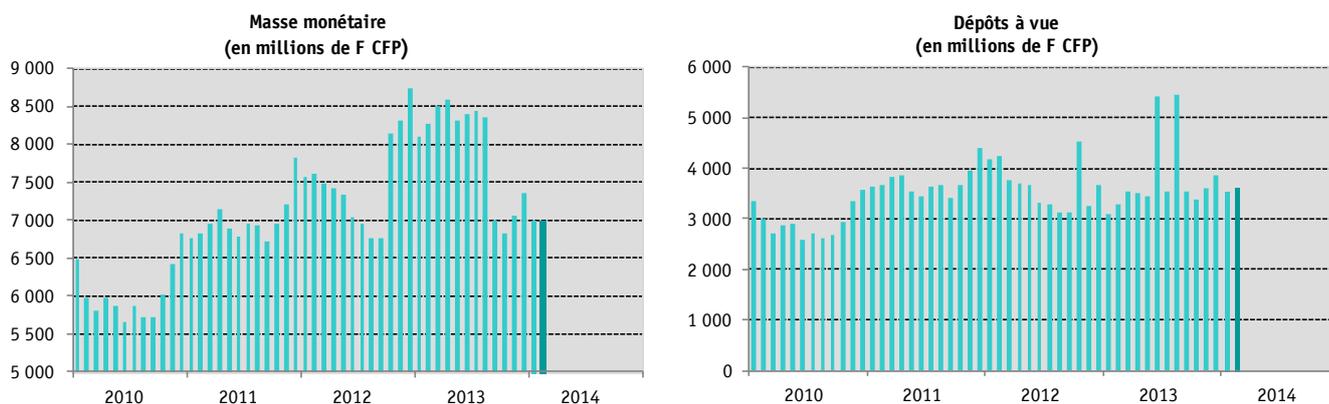


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

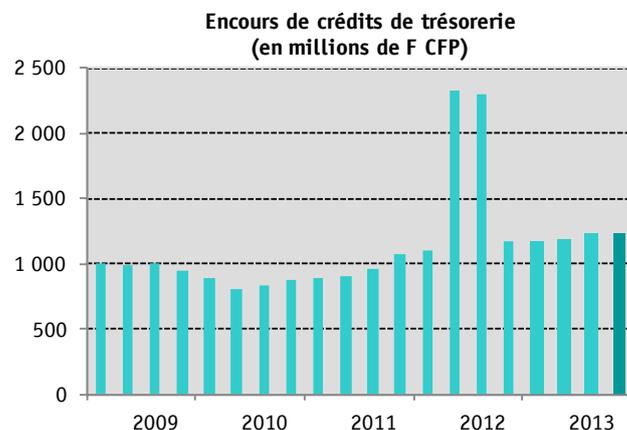
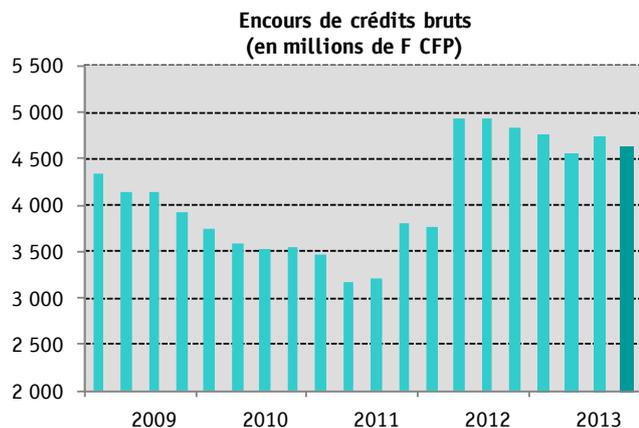
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 115	2 113	2 063	-2,4%	-2,5%
Dépôts à vue	3 270	3 554	3 594	1,1%	9,9%
Total M1	5 385	5 667	5 656	-0,2%	5,0%
M2-M1	543	512	516	0,7%	-5,0%
Total M3	8 261	7 000	6 992	-0,1%	-15,4%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

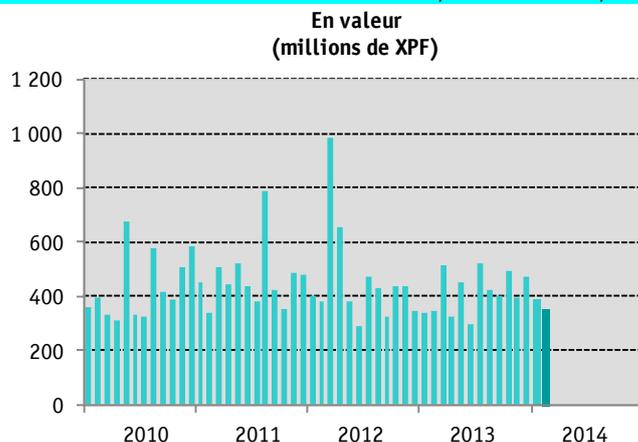
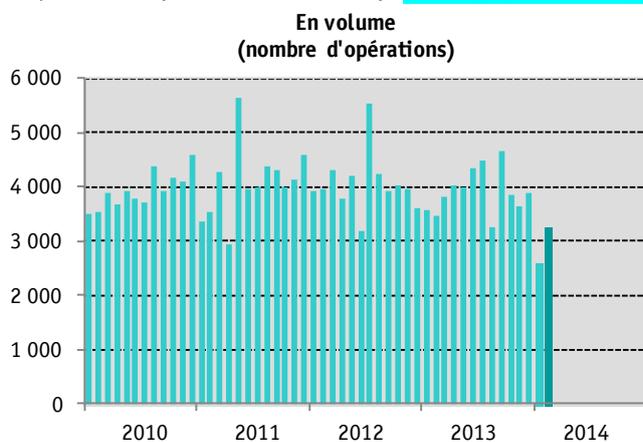
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
Total encours brut	3 802	4 839	4 633	-4,3%



Compensation

Hausse du nombre d'opérations de compensation, mais baisse en valeur

	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 461	2 567	3 255	5 822	26,8%	-6,0%
Compensation (en millions de CFP)	349	386	351	737	-8,9%	0,7%



Incidents bancaires

Forte progression des incidents de paiement sur chèque

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	44	43	77	120	79,1%	75,0%
Retraits de cartes bancaires	2	1	4	5	300,0%	100,0%

Interdits bancaires

Recul sur l'année du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	389	335	338	0,9%	-13,1%
- dont personnes physiques	378	325	326	0,3%	-13,8%
- dont personnes morales	11	10	12	20,0%	9,1%

Nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM en progression

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	43	48	48	0,0%	11,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	16	17	6,3%	13,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,73	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11	12	9,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	février	132	176	33,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	février	12	3	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	4	5	25,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 052	2 158	5,2%
dont secteur privé	septembre	831	879	5,8%
dont secteur public	septembre	1 221	1 279	4,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	378	326	-13,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	2	4	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	44	77	75,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	février	310	230	-25,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	février	152	146	-4,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	février	55	66	20,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	17	10	-41,2%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	février	1 080	978	-9,5%
exportations	février	-	-	-
recettes douanières	février	253	347	37,4%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	février	191	247	29,3%
dont taxes intérieures de consommation	février	61	97	60,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 270	3 594	9,9%
M1	février	5 385	5 656	5,0%
M2	février	5 928	6 172	4,1%
Dépôts à terme	février	2 334	820	-64,8%
M3	février	8 261	6 992	-15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 530	-	-
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 530	-	-
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	281	-	-
Entreprises	décembre	2 370	-	-
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	112	-	-
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	1 985	-	-
Collectivités locales	décembre	204	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	60	-	-
créances douteuses brutes	décembre	469	-	-
taux de créances douteuses	décembre	10,1%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	3 252	-	-
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	986	-	-
Sociétés	décembre	1 806	-	-
Autres agents	décembre	2 110	-	-

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	3,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
EONIA	0,2590%	0,2280%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	0,2180%	0,2300%	- 0,012 pt
EURIBOR 3 mois	0,2860%	0,2960%	- 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3840%	0,3960%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5590%	- 0,010 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2014	31/01/2014	Var. M-1
TEMPE	0,1601%	0,2051%	- 0,045 pt
EURIBOR 1 mois	0,2250%	0,2240%	+ 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2890%	0,2920%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3870%	0,3960%	- 0,009 pt
EURIBOR 12 mois	0,5500%	0,5620%	- 0,012 pt
TMO	2,4200%	2,6100%	- 0,190 pt
TME	2,2200%	2,4100%	- 0,190 pt
TRBOSP	2,3100%	2,4700%	- 0,160 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013	28/02/2014	31/01/2014	31/12/2013
taux JJ		0,110%	0,130%	0,070%	0,066%	0,069%	0,078%	0,450%	0,450%	0,410%
3 mois		0,200%	0,250%	0,250%	0,140%	0,144%	0,148%	0,520%	0,530%	0,520%
10 ans emprunts phares		2,690%	2,650%	2,990%	0,590%	0,620%	0,740%	2,740%	2,710%	3,030%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,96%
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Prêts-relais	5,23%	Découverts en compte (1)	13,31%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,12%	Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,35%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,3909	1 NZD/XPF	72,7633	1 HKD/XPF	11,1346	1 GBP/XPF	144,4170	
100 JPY/XPF	84,8551	1 AUD/XPF	77,4178	1 SGD/XPF	68,2403	100 VUV/XPF	87,7578	1 FJD/XPF	46,1703